

Une riposte de classe contre la course à la guerre, et l'austérité

L'INSEE dans son dernier rapport note que la pauvreté n'a jamais été aussi élevée en France et les inégalités s'envolent. Le taux de pauvreté culmine à 15,4 %. Soit un point de pourcentage supplémentaire. Du jamais vu ! Non, jamais la pauvreté n'a progressé aussi vite d'une année sur l'autre, y compris entre 2020 et 2021, en pleine crise sanitaire.

En 2023, 9,8 millions de personnes vivaient sous le seuil de pauvreté. C'est 650.000 personnes de plus qu'en 2022. Ces chiffres sont sous-estimés par l'Insee. Afin de mesurer la pauvreté, l'institut ne compte que les personnes vivant dans un logement ordinaire en France métropolitaine, le nombre total de pauvres est sans doute proche de 12 millions de personnes !

Le niveau de vie des 10 % les plus pauvres a diminué de 1 % en euros constants entre 2022 et 2023 et selon l'Urssaf, les travailleurs indépendants classiques ont vu leur revenu moyen diminuer: – 4,5 % en euros constants en 2023, après une baisse de – 5,5 % en 2022 ! Les micro-entrepreneurs sont encore plus fragiles. Les chômeurs ont subi les effets de la réforme de l'assurance chômage, entrée en vigueur le 1^{er} février 2023 : une augmentation de 0,8 point de leur taux de pauvreté.

Inversement, le sort des plus aisés s'est nettement amélioré. Le niveau de vie des 10 % les plus riches a augmenté de 2,1 %. Concrètement cela fait 980 euros de plus. Les 10 % les plus pauvres ont, quant à eux, perdu 140 euros ! C'est dans ce contexte que le gouvernement a annoncé vouloir effectuer un effort de rigueur budgétaire de 40 milliards d'euros pour le budget 2026, promis pour la mi-juillet. Dans une note récente, l'Institut des politiques publiques évalue différentes pistes pour réduire le déficit.

La CDHR : un mini-impôt pour maxi-riches

Déjà en place, créée par la loi de finances 2025. Il s'agit de la contribution différentielle sur les hauts revenus (CDHR). Cette mesure ne touche que 16 300 foyers soit environ un quart des ménages déclarant plus de 250.000€ de revenu par an et rapporte seulement 1,2 milliard d'euros. Une mesure que le gouvernement mettra en avant affirmant que les plus aisés contribuent à l'effort... dans un seul but : faire peser l'austérité sur les plus modestes.

Hausse de la TVA :

La hausse d'un point des taux de TVA (taxe sur la valeur ajoutée) : 8,2 milliards de gain net. **Le niveau de vie des 10 % les plus pauvres reculerait de 0,78 %.** Rappelons que la TVA est un impôt indirect, le plus injuste, puisque plus le revenu est important, moins on est taxé.

Augmenter la CSG :

La CSG (contribution sociale généralisée). Une hausse d'un point de ses taux rapporterait 14,6 milliards d'euros. **Une perte moyenne de 1,06 % de niveau de vie pour la population.** La CSG est un cheval de Troie décidé par la gauche pour remplacer à terme la cotisation. Là aussi, son existence est fondamentalement injuste.

Impôt sur le revenu :

Abaissier de 10 % les seuils de chaque tranche. Ce scénario ferait **basculer 1,6 million de foyers auparavant non imposables dans la catégorie des assujettis** : 11,9 milliards d'euros.

Année blanche :

Le gèdes pensions de retraite, des prestations sociales, du barème de l'IR... : gain budgétaire de cette triple suspension : 5,7 milliards d'euros : 3 milliards sur les retraites, 1,4 milliard sur le barème de l'IR, et 1,3 milliard sur les prestations sociales (minima sociaux, aides au logement, prime d'activité...).

Rien sur la taxation du patrimoine :

Elle rapporterait jusqu'à 9 milliards d'euros.

Aides publiques aux grandes entreprises

Pas touche ! La commission d'enquête du Sénat sur l'utilisation des aides publiques par les grandes entreprises révèle le grand flou qui entoure ces cadeaux. Crédit impôt recherche, aide à l'apprentissage, exonérations de cotisations sociales sur les bas salaires, etc. : leur montant total était estimé en 2023 entre 88 milliards par l'Insee et 150 milliards par la Direction générale des entreprises du ministère de l'Économie ! Et la commission l'estime à 211 milliards par an.

Des coupes à la hache dans les dépenses indispensables :

Le gouvernement envisage de geler l'an prochain les budgets des ministères et des collectivités locales. Cela entraînera la suppression de dizaines de milliers d'emplois dans la santé, l'éducation, la justice et les services sociaux. Dans le viseur les dépenses de santé. Les hôpitaux sont en état d'urgence permanent, des lits sont fermés faute de personnel, Bayrou a exigé « *une démarche de maîtrise des postes de dépense* ». Les Agences régionales de santé vont passer au crible chaque établissement de manière à tailler les budgets ! Pas question de supprimer les 70 à 80 milliards d'exonérations de cotisations sociales concédées chaque année aux patrons mais l'État s'en prend aux malades : Réduction des indemnités journalières, limitation des arrêts maladie, sortie du dispositif ALD pour les malades « en rémission », réforme du transport de malades...

Niches fiscales inutiles

Amélie de Montchalin, ministre des Comptes publics déclare « *s'attaquer aux niches fiscales inutiles* ». Elle vise les retraités bénéficiant d'un abattement de 10 % sur leurs impôts.

Budget militaire annuel : 120 milliards d'euros

En huit ans, le budget annuel de l'armée est passé de 32 à 50 milliards d'euros puis 70 milliards pour 2030. Les membres de l'Otan viennent de s'engager à consacrer 5 % de leur PIB à leur armement d'ici 2035. La France est donc censée porter son budget militaire annuel à 120 milliards d'euros, soit plus du double de celui d'aujourd'hui. C'est pour dégager ces fonds que des coupes sont faites dans la santé et tous les services utiles à la population.

Ne payons pas la guerre ! De l'argent pour construire des Rafale et des missiles... En 2024, le gouvernement a acheté 42 avions de guerre Rafale et annulé par décret les crédits permettant l'achat de nouveaux *Canadairs*. 0 canadairs pour lutter contre les incendies !

Intérêts aux banquiers

Ces derniers s'enrichissent avec la dette. Intérêts versés aux banquiers : 70 milliards d'euro.

Les Rencontres économiques d'Aix-en-Provence ont eu lieu du 03 au 05 juillet 2025, en vue débattre des grands enjeux économiques, politiques et sociaux pour proposer des pistes de réponse aux grands défis de notre époque : « *Face à ces fractures, il ne suffit plus de constater, mais d'agir. Ce qu'il faut, c'est un modèle de responsabilité, où chacun participe à l'effort collectif et en retire des perspectives concrètes. C'est une logique de gagnant-gagnant. Et un tel contrat exige de dire la vérité aux Français. On ne pourra pas améliorer durablement les rémunérations et financer nos priorités telles que la sécurité ou la justice en s'appuyant uniquement sur la dépense publique. La seule voie crédible, c'est de travailler plus pour créer de la richesse.* » Réunis autour de Jean-Hervé Lorenzi, fondateur du Cercle des économistes, et président de ces Rencontres organisées par le Cercle depuis 2001. « *Les Rencontres économiques d'Aix-en-Provence veulent devenir le laboratoire où se construisent, via le débat et la confrontation d'idées, les réponses aux fractures du monde, en dépassant les solutions traditionnelles* » explique-t-il.

L'édition 2025 des Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence ont réuni entreprises, chercheurs, gouvernements, syndicats, institutions internationales et associations : Mario Draghi, Michel Barnier, Patrick Pouyanné, Thomas Buberl, Florence Parly ou François Villeroy de Galhau, mais ont également croisé des ministres comme Jean-Noël Barrot, Elisabeth Borne, Sébastien Lecornu ou Éric Lombard, et des personnalités comme Esther Duflo ou Tony Estanguet, des syndicalistes, d'ailleurs Sophie Bineten a profité pour faire passer un message aux entreprises avec un mot d'ordre : "*Soyez responsables*"... Le 02 juillet nous disions dans un article (lien 932) intitulé « De conclave en conférence : les chemins de la collaboration de classe ». "*La question posée est alors simple, les organisations syndicales vont-elles accompagner ce mouvement en se liant profondément dans ce processus de collaboration de classe au seul bénéfice du patronat ou vont-elles alerter les travailleurs et organiser la lutte qui s'impose pour faire échec à la politique d'austérité et à la destruction de la protection sociale*".

Pour nous la réponse ne peut-être que celle du refus de la collaboration de classe et d'organiser une riposte d'ampleur dans le seul but de faire échouer les plans du patronat et du pouvoir : une riposte de classe pour défendre les intérêts de notre classe.

Il est urgent de préparer la riposte contre la course à la guerre, les mesures austéritaires que le gouvernement veut mettre en place pour la financer.